

# Table des matières

<b>Propos introductifs</b>	7
<i>Jean SPREUTELS</i>	
<b>Les compétences et les modes de saisine de la Cour constitutionnelle : état des lieux au lendemain de la sixième réforme de l'État</b>	15
<i>Xavier MINY</i>	
Introduction	15
Section 1. La genèse de la justice constitutionnelle de Belgique	17
Section 2. L'évolution des pouvoirs de la Cour constitutionnelle	21
Section 3. Les compétences de la Cour constitutionnelle	23
§ 1. Les normes contrôlées	23
§ 2. Les normes de référence	28
Section 4. Les modes de saisine	38
§ 1. Le contrôle direct	38
A. Le recours en annulation	39
B. La demande en suspension	48
§ 2. Le contrôle indirect : la question préjudicielle	51
A. Un monopole de la Cour	51
B. Le concours des droits fondamentaux	54
C. La formulation de la question préjudicielle	56
Section 5. La procédure	59
Section 6. Les effets des arrêts	61
§ 1. Le recours en annulation et la demande en suspension	62
§ 2. La question préjudicielle	64
Section 7. Les missions particulières de la Cour	69
Section 8. Quelques remarques finales	71

<b>Les droits fondamentaux, dessinés par le juge constitutionnel belge</b>	
<b>L'héritage de l'arrêt <i>Marckx</i> dans la jurisprudence constitutionnelle des droits fondamentaux</b>	75
<i>Géraldine ROSOUX</i>	
Introduction	75
Section 1. L'office du juge national dans la protection des droits fondamentaux: de l'effet direct au comblement des lacunes législatives	76
§ 1. L'effet direct et l'arrêt <i>Vermeire</i> de la Cour européenne des droits de l'homme	78
A. La notion d'effet direct	78
B. L'arrêt <i>Vermeire</i> de la Cour européenne des droits de l'homme	82
§ 2. Le comblement des lacunes constatées par le juge constitutionnel	85
A. D'un constat de lacune...	85
B. ... à son comblement	89
§ 3. L'ébauche d'une communauté de pensée à l'égard de l'action du législateur	93
Section 2. L'office du juge constitutionnel dans la protection des droits fondamentaux: d'un contrôle de fondamentalité à la valeur de précédent de la jurisprudence constitutionnelle	95
§ 1. La porosité des contrôles de constitutionnalité et de conventionnalité des lois	96
A. L'indissociabilité des dispositions constitutionnelles et conventionnelles garantissant un droit fondamental analogue	97
B. L'assimilation, dans la jurisprudence constitutionnelle, des enseignements de la jurisprudence conventionnelle	101
§ 2. La sécurité juridique et la portée temporelle du contrôle de constitutionnalité: appréciation évolutive de la loi au regard d'un contexte donné et effets modulés des arrêts de la Cour constitutionnelle	104
A. Le caractère conjoncturel du contrôle de constitutionnalité	105
B. La date de naissance de la violation d'un droit fondamental et le maintien des effets d'une disposition méconnaissant un droit fondamental	107

§ 3. L'ébauche d'une valeur de précédent de la jurisprudence des droits fondamentaux	113
Section 3. De quelques droits fondamentaux, dessinés par le juge constitutionnel	117
§ 1. L'invocation d'un droit fondamental et l'ébauche d'une hiérarchie de valeurs	118
A. Les effets « procéduraux » de l'invocation d'un droit fondamental devant le juge constitutionnel	118
B. La naissance de principes fondamentaux	125
§ 2. L'ébauche de quelques droits fondamentaux	127
A. Le droit au respect de la vie privée et familiale	127
B. Le droit de propriété	129
C. La non-rétroactivité des lois (non pénales)	131
D. Le principe de légalité pénale	133
E. Le principe de <i>standstill</i>	135
F. La liberté de religion	138
§ 3. La recherche du « juste équilibre » et les contours incertains de l'idéal de justice	139
Conclusion	141
<b>Le droit du travail (re)visité par la Cour constitutionnelle</b>	145
<i>Fabienne KÉFER</i>	
Introduction	145
Section 1. Le travail à temps partiel	146
§ 1. La présomption et les relations entre le travailleur à temps partiel et son employeur – Arrêt n° 40/98	147
§ 2. La présomption dans les relations entre le travailleur et l'administration – Arrêts n°s 120/99 et 22/2002	150
§ 3. Le calcul des cotisations de sécurité sociale – Arrêt n° 178/2011	151
Section 2. Le droit de la non-discrimination – Arrêts n°s 17/2009, 39/2009, 40/2009, 41/2009, 64/2009 et 103/2009	152
Section 3. La durée du préavis	155
§ 1. La discrimination entre les employés et les ouvriers – Arrêts n°s 56/93, 84/2001, 125/2011 et 10/2016	155
§ 2. Le préavis des ouvriers visés par l'article 70 de la loi du 26 décembre 2013 – Arrêt n° 116/2015	159
§ 3. Le délai de préavis de licenciement des travailleurs proches de l'âge de la retraite – Arrêt n° 107/2010	162
ANTHEMIS	315

§ 4. L'ancienneté comme statutaire – Arrêt n° 54/2010	162
Section 4. Les mesures destinées à stimuler l'employabilité – Arrêt n° 98/2015	163
Section 5. La motivation du licenciement – Arrêts n°s 84/2001, 123/2012 et 187/2014	167
§ 1. L'article 63 de la loi du 3 juillet 1978	167
§ 2. Et les agents contractuels de la fonction publique ?	169
Section 6. La notion de « rémunération en cours » en cas de réduction temporaire des prestations de travail	174
§ 1. L'interruption de carrière et le crédit-temps – Arrêts n°s 119/2001, 51/2008, 77/2008, 165/2011, 167/2011, 191/2011, 195/2011 et 90/2012	175
§ 2. Le travail à temps partiel en cas d'incapacité de travail – Arrêts n°s 89/2009 et 152/2014	179
§ 3. Le congé pour assistance médicale et le congé pour soins palliatifs – Arrêts n°s 80/2012 et 164/2013	181
§ 4. Réflexion	184
Section 7. L'indemnité d'éviction du représentant de commerce – Arrêt n° 101/2014	186
Section 8. Les distinctions entre employés et ouvriers autres que les conditions de licenciement – Arrêt n° 125/2011	187
Section 9. La procédure de réorganisation judiciaire – Arrêt n° 162/2013	188
Section 10. La prescription – Arrêts n°s 13/97, 127/2001, 190/2002 et 127/2011	190
Conclusion	192

## **Le droit des régimes matrimoniaux devant la Cour constitutionnelle** 195

*Yves-Henri LELEU*

Introduction	195
Section 1. Logement principal de la famille – Article 215 du Code civil	197
§ 1. Analyse de l'arrêt	197
§ 2. Implications	199
A. Baux contractés par un seul ou par deux époux	199
B. Droit au bail <i>vs</i> obligations du bail	200
C. Incidence de la séparation de fait	201
Section 2. Assurances sur la vie – Articles 127-128 de la loi du 25 juin 1992	201

§ 1. Assurances sur la vie individuelles : C.A., 26 mai 1999	203
A. Analyse de l'arrêt	203
B. Implications	203
§ 2. Assurance-groupe : C. const., 27 juillet 2011	205
A. Analyse de l'arrêt	205
B. Implications	207
Section 3. Revalorisation des récompenses pour financement d'un emprunt propre – Article 1435 du Code civil	208
§ 1. Analyse de l'arrêt	208
§ 2. Implications	209
Section 4. Attribution préférentielle et séparation de biens – Article 1447 du Code civil	211
§ 1. Analyse de l'arrêt	211
§ 2. Implications	212
A. Le domaine de l'attribution préférentielle	212
B. Le critère de justification : le choix contractuel du régime matrimonial	214
Section 5. Droits successoraux du conjoint survivant en séparation de biens – Article 745 <i>bis</i> , § 1 <sup>er</sup> , alinéa 2, du Code civil	217
§ 1. Analyse de l'arrêt	217
§ 2. Implications	219
A. Apport de cet arrêt à la pertinence constitutionnelle du choix contractuel	219
B. Qualification du patrimoine commun et société d'acquêts	220
Section 6. Droit transitoire de l'acceptation de la communauté, de l'attribution préférentielle, de la revalorisation des récompenses – Articles 1447 nouveau, 1453 ancien et 1435 nouveau du Code civil	224
§ 1. Acceptation de la communauté par l'épouse : <i>C. const.</i> , <i>19 mars 2009</i> – Violation	225
§ 2. Attribution préférentielle : <i>C. const.</i> , <i>22 janvier 2003 et</i> <i>24 septembre 2003</i> – Non-violation	226
§ 3. Revalorisation des récompenses : <i>C. const.</i> , <i>27 novembre 2014</i> – Non-violation	228
Section 7. Assurance et dommage intentionnel en communauté universelle – Article 1453 du Code civil ; article 8 de la loi du 4 avril 2014	230
§ 1. Analyse de l'arrêt	230
§ 2. Implications	231
ANTHEMIS	317

Section 8.	Avantages matrimoniaux – Protection de tous les enfants non communs contre les avantages octroyés au beau-parent – Article 1465 du Code civil	233
§ 1.	Analyse de l’arrêt	233
§ 2.	Implications	234
Section 9.	Avantages matrimoniaux – Déchéance en raison du divorce – Articles 299 et 1429 du Code civil	238
§ 1.	Analyse de l’arrêt	238
§ 2.	Implications	241
Section 10.	Rétroactivité des effets patrimoniaux du divorce à la première demande en divorce – Article 1278, alinéa 2, du Code judiciaire	242
§ 1.	Incidence de la reprise de la vie commune : jurisprudence de la Cour constitutionnelle	243
A.	C. const., 25 mars 2009	243
B.	C. const., 28 octobre 2010	244
§ 2.	Lien procédural entre les demandes : jurisprudence de la Cour de cassation	245
<b>La Cour constitutionnelle et le droit fiscal</b>		249
<i>Thierry LITANNIE et Gabriel RIFFLART</i>		
Introduction		249
Section 1.	Les principes d’égalité et de non-discrimination entre contribuables dans l’établissement de l’impôt	251
§ 1.	Les principes d’égalité et de non-discrimination et leur portée en matière fiscale	251
§ 2.	Applications récentes dans la jurisprudence de la Cour constitutionnelle	253
A.	Sur les arrêts spécifiques à la profession d’avocat	254
B.	Sur des normes législatives jugées inconstitutionnelles ayant impliqué une modification législative	257
C.	Sur des questions diverses en matière fiscale	259
Section 2.	Le principe de la légalité de l’impôt	261
§ 1.	Le principe de la légalité de l’impôt et sa portée en matière fiscale	261
§ 2.	Applications récentes dans la jurisprudence de la Cour constitutionnelle	262
Section 3.	Le respect de la vie privée lors de l’établissement de l’impôt	265
§ 1.	Le principe du respect de la vie privée et sa portée en matière fiscale	265

§ 2. Applications récentes dans la jurisprudence de la Cour constitutionnelle	266
A. Sur la communication par les établissements financiers des renseignements relatifs aux comptes et transactions financières de leurs clients	266
B. Sur les pouvoirs d'investigation étendus des receveurs	270
C. Sur une ingérence limitée de l'administration dans la vie privée de l'acquéreur d'un bien immobilier	271
Section 4. Le principe de la non-rétroactivité en matière fiscale à la lumière des articles 10 et 11 de la Constitution	272
§ 1. Le principe de la non-rétroactivité et sa portée en matière fiscale	272
§ 2. Applications récentes dans la jurisprudence de la Cour constitutionnelle	275
Section 5. Les sanctions fiscales et le principe <i>non bis in idem</i>	277
§ 1. Le principe <i>non bis in idem</i> et sa portée en matière fiscale	277
§ 2. Applications récentes dans la jurisprudence de la Cour constitutionnelle	278
Conclusion	281
<b>Coups d'œil constitutionnels sur la procédure pénale</b>	283
<i>Daisy CHICHOYAN et Olivier MICHIELS</i>	
Introduction	283
Analyse des arrêts	284
§ 1. La répétibilité des honoraires	284
§ 2. Les honoraires du mandataire <i>ad hoc</i>	287
§ 3. Les sanctions administratives communales	289
A. La notion d'incivilités	291
B. L'agent « constatateur » et son pouvoir d'investigation	291
C. Le droit à une bonne administration de la justice	292
§ 4. La réparation du dommage moral causé par une infraction à une personne qui agit dans la défense d'un intérêt collectif	293
§ 5. Le délai d'appel contre une ordonnance de suspension du prononcé rendue par la chambre du conseil	295
§ 6. L'enquête pénale d'exécution	296
A. L'enquête pénale d'exécution – bref rappel	296
B. Le recours en annulation partielle des lois du 11 février 2014 et l'arrêt de la Cour constitutionnelle du 17 décembre 2015	298
ANTHEMIS	319

C.	L'article 6 de la Convention européenne des droits de l'homme applicable dans le cadre de l'enquête pénale d'exécution	298
D.	La violation du principe d'égalité et de non-discrimination	299
E.	Les dispositions attaquées	300
§ 7.	La tenue des audiences en prison pour les juridictions d'instruction et le tribunal de l'application des peines	308
A.	La tenue des audiences en prison pour les juridictions d'instruction statuant sur le maintien de la détention préventive (loi du 25 avril 2014)	308
B.	Le principe de non-rétroactivité des lois pénales	309
C.	L'obligation de principe pour les chambres de l'application des peines de siéger en prison (art. 49, 6°, de la loi du 8 mai 2014)	310
Conclusion		311